

INTRODUCTION

Maria COSIO
Richard MARCOUX
Marc PILON
André QUESNEL

Aujourd'hui, que ce soit dans les pays développés du Nord ou dans les pays du Sud, où la scolarisation, loin d'être généralisée, est encore davantage menacée avec la raréfaction des ressources, on constate que les interventions en matière d'éducation tendent à renforcer les inégalités régionales et sociales. À une échelle plus micro, les contraintes économiques que connaissent de larges segments de la population viennent bouleverser les stratégies éducatives des familles. Ces stratégies qui s'inscrivent à l'intérieur de systèmes culturels et productifs fort variés semblent avoir pour effet d'augmenter encore les disparités de scolarisation existantes selon le rang de naissance, l'âge et le sexe des enfants, etc. L'objectif principal de cet ouvrage est de traiter des relations qui lient la scolarisation et les phénomènes démographiques, en s'intéressant aux pratiques éducatives des familles et en inscrivant celles-ci à l'intérieur des politiques mises en œuvre dans le domaine de l'éducation. Il est issu d'un travail collectif que nous avons mené avec un certain nombre d'auteurs de communications présentées lors du séminaire international « Stratégies éducatives, familles et dynamiques démographiques », organisé par le CICRED en collaboration avec l'Unité d'Enseignement et de Recherche en Démographie (UERD)¹ de

1. Qui abrite la coordination du réseau international de recherche FASAF (« Famille et scolarisation en Afrique »).

l'Université de Ouagadougou, qui a eu lieu dans la capitale du Burkina Faso, Ouagadougou, du 15 au 19 novembre 1999. Il a porté sur un domaine à l'interface des questions d'éducation et de population, réunissant de ce fait des spécialistes de la démographie mais également des économistes, anthropologues, géographes, politologues et spécialistes des sciences de l'éducation².

L'ouvrage se compose de trois parties qui rassemblent au total douze chapitres. La première porte sur les contextes de la scolarisation des enfants. Elle débute avec le texte d'Annie VINOKUR qui s'intéresse aux tendances politico-économiques à l'échelle mondiale et avance que la libéralisation des marchés et la concentration du capital accentuent la différenciation et la compétition territoriales des savoirs, de la formation et de l'éducation. Ce développement des inégalités pose la question des investissements éducatifs en opposant, à travers la localisation de ceux-ci, l'éducation dite publique et une éducation privatisée : d'une part, une éducation qui relève des pouvoirs publics et doit s'adresser à toute la population, sans discrimination de situation sociale et géographique, d'autre part, une éducation privée de plus en plus organisée et régie par les firmes, qui s'adresse à la population mobilisée là où celles-ci sont installées, et ce, essentiellement pour des objectifs productifs à court ou moyen terme. La remise en question de la place de l'Etat et des pouvoirs publics qui accompagne le processus de mondialisation favorise dès lors la formation à court terme, et ce, aux dépens de ce qu'il est convenu d'appeler l'école publique. L'auteure souligne que les politiques éducatives se retrouvent sous contraintes économiques et laissent ainsi un large espace de manœuvre au « management » de l'éducation, aux visées économiques mais aussi sanitaires et démographiques.

Passant du contexte mondial au contexte national, Saeed PAIVANDI s'intéresse, quant à lui, aux transformations de l'environnement politique et idéologique en Iran et à leur impact sur l'éducation. Il observe d'abord une augmentation sans précédent des taux de scolarisation de la population iranienne, plus particulièrement depuis la fin des années 1970. Les actions suscitées par la révolution iranienne de 1979, visant à « islamiser » le système éducatif, ont bouleversé le curri-

2. On trouvera le programme et les résumés de chacune des communications présentées lors de ce séminaire ainsi que certains des textes sur le site web du CICRED (<http://www.cicred.org>)

culum de l'école dans ce pays et considérablement affecté le rapport école-famille. L'auteur observe que ces transformations ont contribué à faire évoluer de façon positive la représentation de l'école auprès des groupes les plus traditionnels et à lever ainsi certains des obstacles à la scolarisation des filles de ces milieux. Ceci semble avoir contribué étonnamment à une croissance fulgurante de la scolarisation des filles et, du coup, à une diminution des inégalités entre les populations des deux sexes. L'omniprésence du politique et de l'idéologique dans le système scolaire iranien s'accompagne, par ailleurs, d'un désengagement matériel et économique de l'État, conduisant les groupes sociaux les plus modernisés à se tourner vers d'autres formes d'éducation et à prendre en charge financièrement des pans entiers de la formation de leurs enfants.

Cette première partie de l'ouvrage se termine avec la contribution de Richard MARCOUX et Marc PILON. Ceux-ci brossent un tableau des approches méthodologiques développées par les démographes et mettent en relief leurs potentialités pour permettre de mieux saisir les contextes à l'intérieur desquels s'inscrivent les processus de scolarisation, plus spécifiquement dans les pays du Sud. Après une analyse critique des sources classiques d'information utilisées par les spécialistes de l'éducation, les deux auteurs examinent les possibilités méthodologiques offertes par certaines sources de données démographiques. Partant non pas de l'élève comme unité d'analyse, mais plutôt du ménage ou de la famille, ces sources de données démographiques permettent de rendre compte des réalités sociales de ceux et celles qui prennent part aux décisions concernant l'éducation des enfants. Dans des pays où un segment important des enfants en âge de fréquenter l'école ne la fréquentent pas, une analyse qui s'appuie sur les ménages permet également de rendre compte de la réalité de ces nombreux exclus du système scolaire. Enfin, les deux auteurs examinent les développements méthodologiques récents en analyse démographique longitudinale (analyse des biographies) en s'intéressant aux applications possibles de ces approches pour l'étude des cursus scolaires et familiaux des enfants.

La seconde partie de l'ouvrage porte sur les stratégies et les contraintes familiales concernant la mise à l'école. La dimension travail des enfants est centrale dans les quatre contributions qui la composent. Étudiant le cas de certaines populations rurales de Tunisie, Bénédicte GASTINEAU s'intéresse aux inégalités selon le sexe et le milieu de résidence dans ce pays du Maghreb. Elle montre que certains types de

production nécessitent moins la participation des jeunes garçons et semblent ainsi favoriser la scolarisation de ces derniers. La scolarisation des filles semble, pour sa part, s'inscrire à l'intérieur des stratégies matrimoniales des familles et des règles d'échange entre ces dernières. Partant d'une démarche similaire qui permet de dégager le rôle économique des activités des enfants, Richard MARCOUX s'intéresse, de son côté, aux inégalités en matière d'éducation dans la ville de Québec il y a plus d'une centaine d'années. Dans cette ville où l'industrie capitaliste commence à peine à s'implanter à la fin du 19^e siècle, l'éducation des enfants et les besoins en travail semblent susciter des tiraillements au sein des familles québécoises. Il se dégage ainsi des logiques de mise à l'école et de mise au travail des enfants en fonction de leur âge et de leur sexe, logiques qui s'inscrivent également à l'intérieur des inégalités sociales et économiques que révèlent leur zone de résidence et leur appartenance ethnique et religieuse.

La question des inégalités économiques est également largement traitée dans le chapitre que nous propose Jean-François KOBIANÉ. Celui-ci nous montre qu'au sein des familles les plus pauvres de Ouagadougou, les inégalités de scolarisation sont liées à la prise en charge des tâches domestiques qui incombent davantage aux filles qu'aux garçons. Il faut d'ailleurs souligner que c'est surtout chez ces familles pauvres que la décroissance des taux de fréquentation scolaire des filles est fonction du nombre d'enfants en bas âge, ce qui révèle l'importance de la sollicitation des filles dans les soins à donner aux plus petits. On peut dès lors comprendre l'effet positif qu'aura sur la scolarisation des enfants l'arrivée d'une aide familiale rémunérée, ce qui est évidemment plus fréquent parmi les familles aisées de Ouagadougou. Jean WAKAM prolonge cette analyse en s'intéressant cette fois au Cameroun, et en mettant en relation la structure démographique des ménages et la scolarisation des enfants de 6 à 14 ans et des jeunes de 15 à 24 ans. Ainsi, le nombre de femmes adultes agit positivement sur la scolarisation des filles et des garçons, ce qui, selon l'auteur, témoignerait de la « substituabilité » des femmes et des enfants dans l'accomplissement des tâches domestiques. Le nombre d'hommes adultes aurait, au contraire, pour effet de réduire systématiquement la scolarisation des jeunes filles. Rejoignant les conclusions d'autres études, l'auteur dégage l'idée que la structure démographique des ménages camerounais influence davantage le parcours scolaires des filles que celui des garçons.

La troisième partie comprend cinq chapitres qui portent, cette fois, sur les pratiques des familles en matière de scolarisation. Si les distinctions selon le sexe ont été mises en relief dans la plupart des contributions de cet ouvrage, celle d'Idrissa KABORÉ, Thierry LAIREZ et Marc PILON s'y emploie spécifiquement en dégagant les perspectives d'analyse qu'offre une approche par le genre pour l'étude des statistiques sur l'éducation. S'intéressant au Burkina Faso, les auteurs observent notamment une scolarisation plus élevée pour les enfants dont le ménage est dirigé par une femme plutôt qu'un homme. L'examen du statut des enfants dans leur ménage de résidence révèle, par ailleurs, des pratiques de mise en circulation des filles et des garçons qui peuvent soit favoriser leur éducation, soit les éloigner de l'école, compte tenu des besoins de « main-d'œuvre » des familles d'accueil. Le texte de Rosa María CAMARENA s'intéresse également aux pratiques de mise à l'école des garçons et des filles mais, cette fois, chez les familles mexicaines. Son approche privilégie l'étude de la dynamique démographique interne des ménages et de ses effets sur la scolarisation des enfants au milieu des années 1990. Elle examine notamment les investissements scolaires intra-familiaux différenciés selon le sexe des enfants, ce qui lui permet de dégager certaines caractéristiques des familles qui semblent assurer davantage la scolarisation de leurs garçons que celle de leurs filles, et inversement.

David SHAPIRO nous ramène en Afrique, mais, cette fois, dans la capitale de la République Démocratique du Congo. Il met en relief les transformations considérables qu'ont connues les profils de scolarisation des populations de Kinshasa durant la période 1955-1990. Il souligne que la nature et l'intensité de la demande de scolarisation des filles peuvent être abordées à travers l'éducation de la mère et plus encore celle du père. L'auteur observe également une association positive entre la taille de la famille et le nombre d'années de scolarité des filles, alors que, par ailleurs, les natives de Kinshasa seraient davantage scolarisées que les migrantes. Shapiro termine en soulignant que les gains qu'ont connus les femmes de Kinshasa en matière d'éducation pourraient être menacés par les problèmes sociaux et les difficultés économiques qui persistent dans la capitale congolaise.

Retour au Mexique avec le texte de William KANDEL, une contribution fort originale dans la mesure où il y a encore très peu d'études qui s'intéressent à l'impact de la mobilité sur la scolarisation des enfants. L'auteur examine le statut des migrants à l'intérieur de la famille

famille dans une zone où les migrations internes et celles vers les États-Unis sont particulièrement importantes. Ainsi, les conséquences quant au retrait des enfants de l'école ou à leur maintien dans le système scolaire seront différentes selon que le migrant est chef de famille ou qu'il s'agit d'un autre membre de la famille de l'enfant (frère ou sœur, par exemple). Ceci étant dit, l'expérience migratoire passée du chef de famille semble avoir un effet positif sur l'éducation de ses enfants. On retiendra au passage que demeure un dilemme en milieu rural : à une meilleure éducation des individus correspondent de meilleurs revenus au sein de la famille, ceux-ci étant notamment liés à une intensification de la mobilité.

Enfin, Heather JOSHI, Elizabeth C. COOKSEY, Richard D. WIGGINS, Andrew McCULLOCH, Georgia VERROPOULOU et Lynda CLARKE s'intéressent aux liens entre les histoires familiales en Grande-Bretagne et aux États-Unis et le développement cognitif des enfants. Utilisant des données longitudinales d'une richesse analytique impressionnante et une approche méthodologique innovante, les auteurs parviennent à mettre en relation les performances scolaires des enfants et les événements familiaux (séparation, divorce, famille reconstituée, etc.). Il ressort qu'une fois contrôlées un certain nombre de variables, les expériences de vie à l'intérieur de familles dites non traditionnelles n'ont aucun effet significatif sur les performances scolaires et le développement cognitif des enfants. Ce sont davantage les caractéristiques liées au niveau économique du ménage ou au capital social et culturel des parents qui agissent sur le développement de l'enfant. D'après les auteurs, les interventions visant à réduire la pauvreté des enfants seraient donc à privilégier de façon à favoriser leur développement cognitif.

En somme, cette dernière contribution, qui porte sur deux des pays les plus développés, illustre bien le rôle des inégalités dans les processus de scolarisation des enfants. Dans plusieurs régions du monde et plus particulièrement en Afrique, des besoins les plus élémentaires restent encore à satisfaire, et ce, sur fond de croissance démographique élevée augmentant d'autant les défis à relever pour atteindre l'éducation pour tous... et pour toutes ! Bien sûr, l'école change puisque les sociétés changent, mais l'éducation des enfants demeure centrale dans les actions visant le développement durable des nations. Les familles occupent une place plus importante qu'auparavant en matière d'éducation et elles semblent se réapproprier différemment aujourd'hui les trajec-

toires scolaires de leurs enfants et le système scolaire lui-même. En diminuant considérablement ses investissements dans le secteur de l'éducation, l'État n'offre d'ailleurs d'autres choix aux familles que de jouer un rôle plus important dans l'éducation des enfants. Mais le risque d'accentuer les inégalités déjà existantes est encore plus grand, puisque les ressources économiques et le capital social et culturel des familles sont fort inégalement répartis, comme l'illustre l'ensemble des textes de ce livre. Partant de la famille comme lieu de production et de reproduction, la vingtaine de chercheurs qui ont participé à cet ouvrage illustrent par leurs contributions scientifiques les interactions complexes entre les régimes démographiques et l'éducation des enfants.

Today in the developed countries of the North as well as in the countries of the South, where school enrolment is far from generalised and remains threatened by scarcer resources, education services noticeably tend to increase regional and social inequalities. At a more micro level the economic constraints experienced by large segments of the population disrupt the education strategies of families. These strategies, which are an inherent part of very different cultural and production systems, seem to even further increase existing inequalities in school enrolment according to the birth order, age and sex, etc. of the children. The main aim of this book is to address the question of the links between school enrolment and demographic phenomena by examining the educational practices of the families and studying them within the context of the policies implemented in the area of education. It is the result of collective research we undertook with a number of authors of papers presented at the international seminar "Educational Strategies, Families and Population Dynamics", organised by CICRED in collaboration with the *Unité d'Enseignement et de Recherche en Démographie* (UERD)³ of the University of Ouagadougou, which was held in the capital of Burkina Faso, Ouagadougou, from 15 to 19 November 1999. This seminar dealt with an area at the interface of ques-

3. Organisation sheltering the coordination of the international research network FASAF ("*Famille et scolarisation en Afrique*").

tions pertaining to education and population, bringing together not only specialists on demographic issues, but also economists, anthropologists, geographers, and specialists in the field of education.⁴

The book is in three parts with a total of twelve chapters. The first chapter deals with the contexts of the school enrolment of children. It starts with Annie VINOKUR's paper on politico-economic trends at a global scale and argues that the liberalisation of markets and the concentration of capital increase territorial differentiation and competition in terms of knowledge, training, and education. This development of inequalities raises the question of investments in education by opposing, through the localisation of these inequalities, so-called state and private education: on the one hand, education provided by the public authorities which has to cater for the entire population without any social or geographical discrimination, and on the other hand a private education sector increasingly organised and managed by companies catering for populations mobilised where they are situated, which corresponds to short and medium-term objectives in terms of productivity. The calling into question of the role of the State and public authorities that accompanies the globalisation process therefore favours education with short-term objectives and does so to the detriment of what is commonly referred to as state education. The author stresses that education policies are subjected to economic constraints and therefore leave considerable room to manoeuvre for education management with economic as well as health and demographic objectives.

Shifting from a global to a national context, Saeed PAIVANDI examines the transformations in the political and ideological environment in Iran and their impact on education. First he observes the unprecedented increase in school enrolment ratios among the Iranian population and more specifically the increase which has occurred since the 1970s. The measures brought about by the Iranian revolution of 1979 and which were aimed at "fundamentalising" the education system totally transformed the school curriculum in the country and considerably affected the relationship between family and school. The author notes that these transformations have contributed towards a

4. The programme and the abstracts of the papers presented at this seminar as well as some of the papers themselves are available on the CICRED web site (<http://www.cicred.org>).

positive change in the way school is perceived by the more traditional groups and has thus led to eliminating some of the obstacles to the school enrolment of girls among these groups. This seems surprisingly to have contributed towards a very sharp increase in the school enrolment of girls and thus towards reducing inequalities between the sexes. The constant presence of politics and ideology in the Iranian school system is also accompanied by an economic and physical disengagement on the part of the State resulting in the more modernised social groups turning towards other forms of education and into assuming the costs of entire parts of the education of their children.

This first part of the book ends with a contribution by Richard MARCOUX and Marc PILON. They describe the methodological approaches developed by demographers and highlight their potential for providing a better understanding of the contexts in which the education process evolves, and especially in countries of the South. Following a critical analysis of the conventional sources of information used by education specialists the two authors examine the methodological possibilities offered by certain sources of population data. These demographic data sources which use the household or the family rather than the pupil as the unit of analysis make it possible to describe the social realities of the people taking part in the decisions concerning the education of the children. In countries where an important segment of the child population of school age does not attend school an analysis based on the households also makes it possible to describe the reality of the many children excluded from the school system. Lastly, the two authors examine recent methodological developments in event history analysis by looking at the possible applications of these approaches for studying the school and family histories of the children.

The second part of the book deals with family strategies and constraints concerning school enrolment. The child labour aspect is a central issue in the four contributions which make up this part of the book. Studying the case of certain rural populations in Tunisia, Bénédicte GASTINEAU takes a look at gender inequalities and place of residence in this country in the Maghreb. She shows that certain types of economic systems require less participation on the part of boys and therefore seem to benefit their school enrolment. The school enrolment of girls seems to be a part of matrimonial strategies of the families and of the rules of exchanges between them. Based on a similar approach which makes it possible to distinguish the economic roles of

children's activities, Richard MARCOUX looks at inequalities in terms of education in the city of Quebec over a hundred years ago. In this town, where capitalist industry was just starting to develop at the end of the 19th century, the education of children and labour needs appear to have given rise to conflicts within Quebecois families. This resulted in strategies for school enrolment and the employment of children depending on their age and their sex. These strategies were also inherent to social and economic inequalities as revealed by their area of residence and their belonging to different ethnic or religious groups.

The question of economic inequalities is also largely developed in the chapter written by Jean-François KOBIANÉ. He shows that within the poorest families in Ouagadougou inequalities in education are linked to the fact that a greater number of domestic tasks are given to girls than to boys. Another interesting point is that it is especially amongst these poor families that the decline in school attendance among girls is a function of the number of young children in these same families, which points to the importance of the role of girls in caring for young children. This helps to understand the positive effect of paid family helpers on the school enrolment of children, something which is of course more frequent among wealthier families in Ouagadougou. Jean WAKAM develops this analysis further by looking this time at Cameroon, and by studying the links between the population structure within households and school attendance of children between the ages of 6 and 14 and of young people between the ages of 15 and 24. The number of female adults has a positive impact on school enrolment of girls and boys which, according to the author, would point to the possibility of women and children being "substituted" for domestic tasks. The number of adult men would have a contrary effect in systematically reducing the school enrolment of young girls. Agreeing with the conclusions of other studies, the author suggests that the population structure of households in Cameroon has a greater influence on the school histories of girls than on those of boys.

The third part is composed of five chapters which deal with family practices concerning school enrolment. Although distinctions according to sex have been highlighted in most of the contributions to this book, Idrissa KABORÉ, Thierry LAIREZ and Marc PILON concentrate specifically on this aspect whilst presenting the analytical prospects offered by a gender approach applied to studying education statistics. In a study of Burkina Faso the authors observe the presence

of a higher enrolment ratio for children in households headed by a woman compared with those headed by a man. Analysis of the status of the children in their household of residence also reveals practices of the fostering of girls and boys which may either favour their education, or keep them away from school given the receiving household's "labour" needs. The text by Rosa María CAMARENA also focuses on school enrolment practices for boys and girls, but this time among Mexican families. Her approach centres on the study of population dynamics within households and of their effects on the school enrolment of children in the mid 1990s. It examines notably differentials in intra-family education investments according to the sex of the children enabling her to define certain characteristics in the families which seem to ensure higher school enrolment among boys than among girls, and inversely.

David SHAPIRO takes us back to Africa, but this time to the capital of the Democratic Republic of Congo. He highlights the considerable transformations in school enrolment practices among the populations of Kinshasa during the period from 1955 to 1990. He stresses that the nature and intensity of the demand for education for girls can be approached through the education of the mother and especially through that of the father. The author also notes a positive association between the size of the family and the number of years girls spend at school, whereas school enrolment also appears to be higher among girls who are native to Kinshasa than among migrant girls. Shapiro ends by stressing that the improvements in terms of education that the women of Kinshasa have gained could be threatened by persisting social problems and economic difficulties in the Congolese capital.

We return to Mexico with the article by William KANDEL, a very original contribution insofar as there are still very few studies on the impact of mobility on the school enrolment of children. The author examines the status of migrants within a family in an area where internal migrations and migrations towards the United States are especially high. Thus the consequences as to keeping children in or taking them out of the school system will be different according to whether the migrant is the head of the family or if he or she is another member of the child's family (a brother or sister for example). This being said, the migration history of the head of the family seems to have a positive effect on the education of the children. It is interesting to note that

there remains a dilemma in rural areas: the correlation between a higher level of education and a higher income within the family, which is linked to an intensification of mobility.

Lastly, Heather JOSHI, Elizabeth C. COOKSEY, Richard D. WIGGINS, Andrew McCULLOCH, Georgia VERROPOULOU and Lynda CLARKE examine the links between family histories in Great Britain and the United States and the children's cognitive development. Using event history data of impressive analytical wealth and an innovative methodological approach the authors manage to establish the links between the children's performance at school and family events (separation, divorce, family re-composition, etc.). The outcome is that after verification of a certain number of variables the life events within the so-called non-traditional families have no significant impact on school performances and the cognitive development of the children. Characteristics concerning the standard of living of the household or the social and cultural capital of the parents had more of an impact on the child's development. According to the authors, interventions aimed at reducing child poverty should be given precedence in order to favour their cognitive development.

In other words, this last contribution, which concerns two of the most developed countries, clearly illustrates the role played by inequalities in the school enrolment of children. In several regions in the world, and more specifically in Africa, some of the most elementary needs remain unmet. What is more these remain so in a context of high population growth thus increasing the challenges in achieving the objective of education for all. Of course school is changing since societies are changing but children's education remains essential in ensuring sustainable development. Families are playing an increasingly important role in education and they seem to be re-appropriating their children's school trajectories as well as the school system itself differently today. By considerably diminishing investments in the education sector the State in fact offers no other choices for families than to play a more important role in the education of their children, but the risk of amplifying existing inequalities is even greater since the resources and the social and cultural capital of families are very unequally distributed, as illustrated by all of the texts in this book. Based on the family as a production and reproduction unit the twenty researchers who have contributed to this book illustrate in their scientific research the complex interactions between population dynamics and children's education.